

Agadir : Démolition du bidonville Day Day

Actualité Agadir et région

Posté par: Visiteur

Publié le : 20-03-2008 12:35:07

- **Le maire de la ville agressé**
- **La scène sur Youtube**
- **Les familles non recensées inquiètes**

Agadir mène une guerre sans relâche contre l'habitat insalubre mais la tâche n'est pas facile. A chaque opération de démolition les autorités rencontrent une farouche opposition des habitants des lieux. La situation se transforme parfois en un affrontement entre les forces de l'ordre et les bidonvillois.

C'est ainsi que la semaine dernière plusieurs personnes ont été arrêtées lors de la destruction du bidonville Zraïb. Pour éviter que la situation ne se reproduise, Tariq Kabbage, maire de la ville, s'est rendu jeudi dernier dans l'après-midi, sur conseil de deux élus, au bidonville de la carrière Day Day implanté dans la commune d'Anza. A noter que la démolition d'une tranche de ce bidonville a déjà eu lieu il y a un mois et l'opération s'est poursuivie lundi dernier. Mais jeudi dernier, des personnes du bidonville Day Day étaient déjà remontées contre les autorités et les élus et c'est un véritable comité d'accueil qui les attendait sur les lieux. Selon Tariq Kabbage et des habitants de Day Day, c'est un ancien élu de la municipalité d'Anza et ex-membre de l'USFP qui était le meneur. Tariq Kabbage a été ainsi sauvagement agressé physiquement et verbalement particulièrement par cet homme.

Ce dernier réclamait un engagement par écrit en faveur des familles non recensées dans le bidonville. Une partie de cette scène a été filmée et diffusée sur le site Internet Youtube. La situation aurait pu mal tourner, n'était l'intervention de l'autorité locale mais il faut y voir aussi la collaboration d'habitants qui ont refusé de participer à cette attaque. Des représentants de l'association Wifaq réunissant des riverains de Day Day se sont même rendus ces derniers jours à la Commune urbaine d'Agadir pour dénoncer le comportement des agresseurs.

- Des responsables courtiers!

Ce qu'ils réprovent toutefois dans ce programme "Villes sans bidonvilles", c'est la spéculation qui entoure les opérations d'affectation. Selon eux, "certains responsables institutionnels du dossier à Anza, se sont transformés en courtiers et réussissent à réaliser des plus-values lors des ventes des lots attribués. "Le terrain attribué est parfois revendu par le biais de ces intermédiaires à 140.000 DH dont 100.000 DH pour l'affectataire recensé", précise Abdelkbir, un riverain de Day Day. Les habitants de ce bidonville déplorent également certaines pratiques qui entourent le tirage au sort pour l'attribution des lots "Celui qui donne 30.000 DH à 50.000 DH de dessous de table peut prétendre à un lot bien situé sans passer par le tirage au sort", avance de son côté Bouchaïb, un autre habitant de Day Day.

Celui-ci montre également du doigt la situation des familles non recensées du bidonville. "Le dernier recensement s'est fait en 1998 et au fil des années des familles ont continué à s'installer sur les lieux

parfois sous les yeux et avec la connivence de l'autorité qui ne réagit pas", lance-t-il. "On ne peut pas faire aujourd'hui la politique de l'autruche et dire que l'on ne prendra en compte que le recensement de 1998", souligne de son côté à ce sujet Tariq Kabbage. Le maire souligne également le danger qui guette la périphérie d'Agadir car beaucoup de bidonvillois n'ayant pas les moyens de construire, vendent leur lot et vont de nouveau implanter leur baraque au sud ou au nord d'Agadir. De fait, une chose est sûre, le temps joue contre le programme Villes sans bidonvilles. Beaucoup de chantiers dans ce cadre ont pris du retard et avant que les clés des appartements ne soient remises, d'autres baraques de fortune ont eu le temps de voir le jour.

Acquis !

Dans la commune d'Anza, plus de 20.000 personnes sont concernées par le programme, soit près de 5% de la population d'Agadir.

La plupart d'entre elles ne sont pas pressées de quitter leur bidonville car elles y bénéficient d'avantages qu'elles ne trouveront nulle part ailleurs. Elles disposent en effet depuis des années de l'eau et de l'électricité à titre gratuit. Une faveur accordée par d'anciens élus.

En clair, elles ne veulent pas perdre leurs acquis. Il faut donc s'attendre à d'autres affrontements lors des prochaines opérations de démolition surtout si aucune disposition officielle n'est prise concernant les familles non recensées.

Création d'un Fonds de développement local

Une convention de partenariat a été récemment conclue entre l'Agence de développement social (ADS) et le Comité préfectoral de développement humain d'Agadir-Idaoutanane dans le but de créer un Fonds de développement local.

La convention se propose aussi de développer une approche territoriale à travers la réalisation de diagnostics territoriaux participatifs de quatre communes (Drarga, Immouzar, Aqsri et Immsouane), d'aider à l'élaboration des plans de développement communaux, d'apporter l'appui nécessaire à la gestion des projets et d'oeuvrer pour le renforcement des capacités des acteurs locaux.

Des mécanismes de financement et d'appui ont été mis en place visant la mise en oeuvre de l'approche territoriale comme nouvelle stratégie de l'agence et en partenariat avec les Comités provinciaux (ou préfectoraux) de développement humain (CPDH), explique-t-on à l'agence.

Cette action a pour finalité l'élaboration des plans de développement communaux selon une démarche participative par l'implication de tous les acteurs locaux dans l'identification des besoins prioritaires, leur formulation en axes de développement et aux actions et projets bien déterminés.

L'économiste